



FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: MARDI, 30 JUIN 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), s'est poursuivie mardi 30 juin. Une réunion matinale a eu lieu sur le thème « Renforcer la participation des Grands groupes et autres parties prenantes ». Des dialogues modérés ont eu lieu dans la matinée et l'après-midi sur les thèmes: « Nouvelles approches de l'élaboration de politiques: le rôle des ODD » et « Le soutien régional à l'action nationale ».

« RENFORCER LA PARTICIPATION DES GRANDS GROUPES ET AUTRES PARTIES PRENANTES »

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik, Autriche, a présenté la réunion de la matinée en soulignant une ouverture et une opportunité de participation sans précédent pour les Grands groupes et autres parties prenantes.

Hanna Hansson, de CIVICUS, a présenté les résultats de l'enquête en ligne portant sur la gouvernance du FPHN et du programme de développement pour l'après 2015, conduite en coordination avec le groupe de travail des Grands groupes et autres parties prenantes au sein du FPHN, et centrée sur la fonction du FPHN ainsi que sur la façon de modéliser un processus inclusif. Elle a indiqué différents degrés de connaissance au sein du FPHN, alors d'une bonne connaissance à aucune connaissance, signe du besoin de renforcer le partage d'informations, la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Hansson a signalé les priorités mises en avant par les interrogés, notamment le besoin: de faire peser la responsabilité sur les États membres; de mettre en place un indice mondial comparatif permettant de mettre en valeur les progrès; d'un soutien pour le suivi conduit par la citoyenneté; d'une participation des parties prenantes au suivi et à l'examen; d'un rôle actif pour la jeunesse, y compris dans l'examen officiel lui-même; et de relier l'examen mondial du FPHN aux autres processus de l'ONU.

Par ailleurs, Hansson a expliqué que les résultats soulignaient également que les Grands groupes et autres parties prenantes devraient avoir accès à l'information de manière opportune à toutes les étapes, que toutes les réunions du FPHN devraient être ouvertes, et que les Grands groupes et autres parties prenantes devraient avoir le droit de faire des contributions orales écrites.

Dans la discussion qui a suivi, des représentants des Grands groupes et autres parties prenantes ont davantage mis l'accent sur la question de l'inclusion, notamment: à travers des mécanismes permettant d'assurer la participation de tous les groupes et collectivités; la reconnaissance des autorités locales et infranationales dans la gouvernance; et le respect des droits de l'homme et de la justice environnementale.

Concernant la participation au FPHN, les délégués ont appelé: à une participation dépassant les simples « temps de parole » et démarant dès la confection de l'ordre du jour; à des approches de cogestion; et au financement pour soutenir la participation.

Concernant le suivi et l'examen, les délégués ont souligné: des mécanismes transparents et solides à tous les niveaux; des mécanismes de responsabilisation et d'examen des mécanismes financiers; des données désagrégées; des données relatives à la citoyenneté; des examens mondiaux et régionaux par des pairs; une prise d'appui sur les examens existants; et l'accès gratuit aux données publiques.

« NOUVELLES APPROCHES DE L'ELABORATION DE POLITIQUES: LE ROLE DES ODD »

Le Vice-Président de l'ECOSOC, Vladimir Drobnyak, Croatie, a ouvert la session en soulignant les interdépendances entre les ODD, et en déclarant qu'ils exigent des approches intégrées et une cohérence politique.

Le Modérateur Debapriya Bhattacharya, du Centre pour le dialogue politique, Bangladesh, et Président de la Voix du Sud sur les Objectifs de développement international post-OMD, il a noté l'importance de relier l'action aux préoccupations plus globales en matière de développement, en plus de tenir compte des interconnexions et des divers niveaux politiques.

Karel van Oosterom, Représentant permanent des Pays-Bas aux Nations unies, s'exprimant au nom du Président de la 66e session de la CEE, a souligné le rôle important des organisations régionales dans une approche multi-niveaux. Pour renforcer l'efficacité régionale, il a souligné l'importance des partenariats et de l'inclusion de tous les acteurs compétents, en mettant un accent particulier sur la jeunesse.

Patrick Birungi, de l'Autorité nationale de planification de l'Ouganda, a souligné les difficultés rencontrées en essayant de formuler des plans de mise en œuvre pour les ODD alors que les discussions sont encore en cours. Il a également demandé l'établissement de mécanismes pour la mise en œuvre, ainsi que pour le suivi et l'évaluation.

Jaroslava Jermanova, Première Vice-Présidente de la chambre des députés du Parlement de la République tchèque, a souligné le besoin de perspectives différentes, en soulignant que les femmes devraient être incluses dans ces discussions. Elle a également souligné que, malgré le caractère limité des ressources, il est possible d'atteindre un consensus social sur la question.

Le représentant de Network Indonesia a appelé à une coordination aux niveaux ministériel, provincial et des commissions. Il a également souligné le rôle clé que peuvent jouer les entreprises dans l'avancement vers le développement durable, en affirmant qu'une volonté et une direction politiques solides peuvent contribuer à cela.

Galina Angarova, de Tebtebba, Russie, s'exprimant au nom des PEUPLES AUTOCHTONES, a estimé qu'il est « nécessaire de confronter les idées et les ambitions aux réalités du terrain ». Elle a souligné l'importance des savoirs traditionnels dans tous les aspects du développement durable.

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs points relatifs aux ODD ont été abordés, notamment le besoin d'une architecture juridique propice au niveau national permettant d'inclure les ODD dans les processus politiques nationaux, et l'utilisation des ODD pour renforcer la planification intégrée à travers des approches inclusives et des politiques cohérentes.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Sur la question de l'éducation, les délégués ont appelé à reconnaître l'importance d'une éducation accessible et de qualité, et de reconnaître l'importance de la communauté scientifique dans ce domaine.

Sur l'idée de transformer la vision en action, les délégués ont lancé divers appels: à concevoir l'économie comme un sous-ensemble de l'environnement; à se servir des approches multipartites et ascendantes comme d'outils; à discuter d'une feuille de route pour faire converger la croissance, l'inclusion et la durabilité; à se centrer sur les dimensions intégrées et incorporées du développement durable plutôt que sur les « cloisons »; et à garantir les MMO.

En réponse aux participants, les intervenants ont souligné: la création de conditions adéquates pour l'intégration par opposition à l'augmentation des investissements gouvernementaux; l'élaboration d'institutions et de mécanismes solides; la mise en place d'un ensemble de quelques indicateurs multidimensionnels et astucieux permettant de mesurer plusieurs cibles; et le respect des circonstances nationales afin de réussir un programme de développement durable consensuel et équilibré.

Guidées par l'objectif ultime de générer du changement, les discussions suivantes ont couvert trois thèmes généraux: les cadres conceptuels; les modalités de mise en œuvre; et l'évaluation. Les points spécifiques soulevés à cette occasion étaient, entre autres: la façon de s'appuyer sur les contextes locaux; l'évaluation des trois piliers du développement durable; le renforcement du mandat par établir un bureau ou secrétariat chargé de faire avancer le programme; l'évaluation de l'intégration; la création d'organes efficaces de gouvernance et de mise en œuvre au niveau local et national; la promotion de l'intégration et de l'inclusion dans les processus des Grands groupes et autres parties prenantes; et la reconnaissance du défi de réussir à la fois la sensibilisation et le changement des mentalités.

« LE SOUTIEN REGIONAL A L'ACTION NATIONALE »

La Vice-Présidente de l'ECOSOC María Emma Mejía Vélez, Colombie, a présenté le panel d'intervenants, en soulignant l'importance des contributions régionales pour obtenir des réponses nationales intégrales. Elle a instamment demandé de prendre en compte les examens existants, en soulignant le rôle de la société civile, des universités et du secteur privé dans ces examens.

La Modératrice Ximena Ponce, membre du Parlement de l'Équateur, a conduit une réflexion sur le rôle des régions et sur la façon de définir, à travers les politiques, de nouvelles définitions et structures permettant d'appliquer les ODD aux niveaux local et régional. Elle a souligné le besoin d'un équilibre et d'une fluidité entre les divers niveaux, ainsi que d'un soutien mutuel entre régions pour atteindre les ODD à tous les niveaux.

Vajira Narampanawa, Secrétaire du Ministère d'État à l'environnement du Sri Lanka, et Vice-Président du Forum Asie-Pacifique sur le développement durable, a rapporté les résultats du Forum Asie-Pacifique sur le développement durable qui s'est tenu à Bangkok en mai 2015. Parmi ces résultats, il a noté le besoin de s'engager sur un chemin de croissance plus inclusif, avec des approches holistiques et dans l'équilibre des trois dimensions du développement durable. Narampanawa a également appelé à un engagement politique pour réaliser le programme de développement durable, à la participation de toutes les parties prenantes aux processus de planification et d'examen, et au respect des limites de la planète.

Mohamed Ashraf Rashed, membre du Groupe africain d'éminences chargé de l'examen par des pairs, a affirmé que le Mécanisme africain d'examen par des pairs pour les ODD a le potentiel pour devenir le mécanisme régional de suivi et d'examen. Il a estimé que les principes clés devant guider le processus d'examen sont le caractère inclusif et la participation de toutes les parties prenantes, de façon à créer un sens de l'appartenance et un engagement vis-à-vis de la mise en œuvre des recommandations.

Christian Brodhag, de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), a décrit le processus d'examen par des pairs utilisé à l'OIF, en expliquant qu'il se fait en trois phases: organisations et mise en œuvre; préparation du « rapport de contexte »; et tenue d'un atelier d'examen. Il a indiqué que les avantages de ce système sont, entre autres, la possibilité d'obtenir des points de vue externes et de renforcer les capacités. Il a souligné que le processus d'examen par des pairs n'est ni une évaluation ni une sanction.

Les intervenants Paul Ladd, du PNUD, et Roula Majdalani, de l'ONU-ESCWA, ont tous deux souligné l'importance des processus et organisations régionaux pour relier le local au global. Majdalani a appelé au renforcement des capacités à ce niveau, et de s'appuyer sur des plates-formes multipartites et sur la coopération Sud-Sud. Ladd a par ailleurs souligné l'importance des processus de suivi et d'examen au niveau national et de tirer profit de l'énergie et des contributions d'autres parties prenantes pour mettre en œuvre un programme pour tous.

En réponse aux interventions des participants, Narampanawa a souligné l'importance du dialogue régional et du partage d'expérience. Rashed a dit que, outre les gouvernements, les parties prenantes et la société civile sont prises en compte dans les rapports nationaux d'auto-évaluation, qui surveillent et évaluent les progrès, et assurent la responsabilisation des décideurs politiques et de la citoyenneté. Brodhag a souligné le besoin de processus permanents d'examen par des pairs et d'un engagement de la société civile et la communauté scientifique.

Les participants ont souligné l'importance des partenariats pour les examens du niveau régional, en suggérant que les étrangers à la région pourraient participer en tant qu'observateurs. Ils ont également noté le rôle essentiel que les mécanismes du niveau régional peuvent jouer dans les actions nationales de transition des OMD aux ODD.

Les délégués ont ensuite discuté: des modes de consommation et de production durables; des mécanismes innovants de financement pour les processus régionaux et nationaux; de la volonté politique et de l'engagement nécessaires pour progresser; de la transparence des dialogues et des espaces pour partager les connaissances et les pratiques; des instruments régionaux comme guides des processus régionaux dans le contexte des examens annuels du FPHN; de la subsidiarité et la complémentarité à tous les niveaux; des difficultés liées à la collecte et à l'analyse de données; de l'établissement des rapports et de l'examen au niveau national pour éclairer les examens régionaux; du rôle des CER; d'une session spécifique du FPHN pour les examens régionaux; de la création de liens entre agences statistiques et ministères chargés de la planification; d'inclure la participation des Grands groupes et autres parties prenantes au niveau national et régional; de plates-formes régionales pour faciliter l'échange entre pairs et les accords régionaux; des approches centrées sur les résultats; et de l'utilisation efficace des statistiques et des indicateurs.

DANS LES COULOIRS

La session matinale du FPHN a donné le ton de la journée, en abordant l'importance de l'inclusion et de l'intégration des Grands groupes et autres parties prenantes au processus du FPHN. Alors que le besoin d'une participation multipartite était réitéré tout au long de la journée, les sentiments étaient mitigés parmi les représentants des Grands groupes et autres parties prenantes.

Certains ont affirmé que la participation au processus du FPHN constitue en soi un grand pas en avant, mais d'autres ont estimé qu'il y avait une sous-représentation et un manque de participation significatif. Un participant de Grand groupe a affirmé que, quoi qu'il en soit, il reste à combler d'immenses lacunes dans le cadre et les modalités d'inclusion et d'intégration.

Comme les Grands groupes et autres parties prenantes exprimaient leur désir d'être participants et non plus simplement observateurs ou bénéficiaires, un intervenant a rappelé que toutes les parties prenantes devront jouer leur rôle pour faciliter l'intégration, en faisant preuve de flexibilité vis-à-vis de leurs propres programmes. Certains ont suggéré que pour aller vers un processus véritablement inclusif et intégré, il est nécessaire, dans un premier temps, d'appliquer le conseil donné par l'un des modérateurs: « le progrès est impossible sans changement, et ceux qui ne peuvent se changer eux-mêmes ne peuvent rien changer ».